



HAL
open science

**Friends in the UN, political opponents in Ecuador:
alliance strategies studied from the environmental issue
(2006-2016)**

Louise Rebeyrolle

► **To cite this version:**

Louise Rebeyrolle. Friends in the UN, political opponents in Ecuador: alliance strategies studied from the environmental issue (2006-2016). Cahiers des Amériques Latines, 2019, 92, pp.177-195. 10.4000/cal.10154 . hal-03601349

HAL Id: hal-03601349

<https://hal.science/hal-03601349v1>

Submitted on 8 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Amis à l'ONU, ennemis politiques en Équateur. Les stratégies d'alliances au prisme de la question environnementale (2006-2016)

Amigos en la ONU, enemigos políticos en el Ecuador: estrategias de alianzas vistas desde la cuestión ambiental (2006-2016)

Friends in the UN, political opponents in Ecuador: alliance strategies studied from the environmental issue (2006-2016)

Louise Rebeyrolle



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cal/10154>

DOI : 10.4000/cal.10154

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2019

Pagination : 177-195

ISBN : 978-2-37154-138-2

ISSN : 1141-7161

Ce document vous est offert par Campus Condorcet



Référence électronique

Louise Rebeyrolle, « Amis à l'ONU, ennemis politiques en Équateur. Les stratégies d'alliances au prisme de la question environnementale (2006-2016) », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 92 | 2019, mis en ligne le 01 avril 2020, consulté le 08 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cal/10154> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cal.10154>



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Amis à l'ONU, ennemis politiques en Équateur

Les stratégies d'alliances au prisme
de la question environnementale (2006-2016)

Rafael Correa est arrivé au pouvoir en Équateur en 2006 à la tête de la coalition politique *Alianza País*¹. Il s'est construit l'image d'un *leader* d'une gauche radicale, rouge et verte, anticapitaliste, anti-impérialiste et de défenseur des peuples autochtones. En 2008, il a obtenu la constitutionnalisation des droits de la nature, du *Buen Vivir* (« vivre bien ») et de la plurinationalité [Lacroix, 2013]. Il a brandi ces changements juridiques comme preuve de sa volonté de mettre au cœur de son action politique les problématiques environnementales, la diversité culturelle et une redéfinition profonde de l'État². Il a proposé à la fois de favoriser le retour d'un État centralisé fort *via* l'instauration de grandes politiques publiques et de grands travaux (comme la création d'un réseau routier dans tout le pays³) et une décentralisation adminis-

* Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, Creda (UMR 7227). Cet article est issu de la recherche de master de l'auteure qui poursuit actuellement ses recherches en doctorat de science politique.

1. *Alianza País* (Alliance pays) est une coalition politique regroupant plus de 30 organisations et partis politiques de gauche et centre-gauche. *País* est un acronyme de *Patria Altiva i Soberana* qui signifie « patrie fière et souveraine ».
2. República del Ecuador, « Constitution » [consulté le 3 avril 2016], 2008, p. 82. Disponible sur : http://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf, República del Ecuador, « Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013 » [consulté le 6 mai 2016]. Disponible sur : http://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/07/Plan_Nacional_para_el_Buen_Vivir.pdf, República del Ecuador, « Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017 » [consulté le 6 mai 2016]. Disponible sur : <http://documentos.senplades.gob.ec/Plan%20Nacional%20Buen%20Vivir%202013-2017.pdf>
3. *Andes (agencia publica de noticias del Ecuador y Suramérica)*, « Ecuador ha construido mas de 8700

trative et environnementale poussée afin de faire émerger une démocratie participative [Massal, 2013].

Pourtant, Rafael Correa a approfondi l'extractivisme⁴ [Gonzales Espinosa, 2012]. Il l'a même diversifié, notamment avec la création d'un ministère des mines, indépendant de celui de l'énergie en février 2015⁵, ou encore à travers la politique de « changement de la matrice productive » (*Cambio de Matriz Productiva*) qui poursuit l'objectif de réduire la dépendance au pétrole du pays en développant des secteurs comme celui de l'agro-industrie et de l'exploitation minière⁶.

Ces positions et ces discours sont-ils contradictoires ? S'agissait-il pour le président équatorien de trancher entre différentes positions présentes au sein de son mouvement : un courant issu d'une gauche radicale qui défend la nationalisation et la planification, un État fort et protecteur [Combes, 2006] et un autre courant plus alternatif et naissant fortement marqué par l'importance de l'écologie et des études post-développementalistes [Escobar, 1994 ; Acosta, 2011 ; Gudynas, 2011] ? Serait-ce le passage de stratégies pré-électorales à la pratique du pouvoir qui ont fait émerger ces antagonismes ? Dans quelle mesure se construire une image de défenseur de la nature au niveau international a-t-il servi à Rafael Correa dans l'application de ses politiques nationales ?

Les contradictions du président Rafael Correa au sein des arènes internationales et le soutien qu'il a ensuite apporté à l'industrie extractiviste interrogent sur les stratégies selon l'arène (internationale ou nationale) où elles sont développées. Observer les systèmes d'alliances sous le prisme de la question environnementale en Équateur, entre 2006 et 2016, permet d'éclairer ces positions et constater que, loin d'être le résultat de contradictions intellectuelles ou politiques, elles sont le produit de stratégies multi-niveaux.

Depuis sa mise à l'agenda international dans les années 1970 par les OI (organisations internationales) [Smouts, 1998 ; Keck et Sikkink, 1998], la problématique environnementale fait quasiment consensus. La plupart des acteurs de l'arène internationale s'accordent à mettre la protection de l'environnement au centre des agendas international et nationaux. Ces acteurs sont pourtant nombreux, hétérogènes et parfois même idéologiquement opposés :

kilómetros de carreteras en los últimos ocho años» [consulté le 19 janvier 2017], 16 septembre 2015. Disponible sur : <http://www.andes.info.ec/es/noticias/ecuador-construido-mas-8700-kilometros-carreteras-ultimos-ocho-anos.html>

4. L'extractivisme désigne toutes les stratégies, moyens et techniques qui consistent à extraire les ressources naturelles peu ou non renouvelables à fin de commercialisation.

5. *El Telégrafo*, « Correa nombra nueva ministra de deportes y crea ministerio de Minería » [consulté le 8 mai 2016], 13 février 2015. Disponible sur : <http://www.eluniverso.com/noticias/2015/02/13/nota/4553196/presidente-nombre-tres-nuevos-funcionarios>

6. *El País*, « Ecuador y el cambio de la matriz productiva » [consulté le 19 janvier 2017], 25 mai 2015. Disponible sur : http://economia.elpais.com/economia/2015/05/25/actualidad/1432554525_806847.html



ONG, organismes de coopération bilatérale, banques de développement, agences de l'ONU, coalitions de mouvements sociaux... Se saisir de la problématique environnementale est donc devenu une source de légitimation, que ce soit pour les autorités publiques équatoriennes, les organisations autochtones, les ONG internationales ou nationales environnementalistes. Chaque acteur développe des stratégies discursives différentes suivant qu'il intervient sur une scène internationale, nationale ou locale. Les forces en présence, alliés ou opposants potentiels sont différentes suivant les arènes.

La question environnementale en Équateur a été abordée sous différents angles par la littérature scientifique. Tout d'abord, l'action du gouvernement de Rafael Correa et l'action publique en Équateur, autour de la question environnementale ont fait l'objet de nombreux travaux. Les études de cas relatives à des épisodes politiques forts comme son élection en 2006 [Freidenberg, 2008], ou encore l'initiative Yasuni ITT⁷ abondent et tendent à se concentrer sur le président Rafael Correa [Lacuisse, 2012]. Au niveau latino-américain, les pratiques néoextractivistes des gouvernements bolivariens [Fontaine, 2009; Bebbington, 2013; Acosta, 2012; Arze, Gomez, Ospina et Alvarez, 2013; Svampa, 2012; Taddei et Seone, 2014] sont également au centre de la manière dont la problématique environnementale est traitée dans le champ académique. Ce sont aussi les concepts académiques comme le *Buen Vivir* en Équateur et de *Vivir Bien* en Bolivie qui ont fait l'objet de nombreuses analyses au moment de se convertir en projet politique des gouvernements issus de la « vague de gauche » des années 2000 [Lacroix, 2013; Poupeau, 2013; Gudynas, 2010]. Les tentatives de leur mise en application ou de leur utilisation performative par Rafael Correa ou Evo Morales leur donnaient une dimension ambiguë qui a été mise en avant par la littérature [Recasens, 2013; Vanhulst et Bellin, 2013].

Ensuite, la problématique environnementale a été abordée par le prisme des conflits locaux dont elle constitue l'enjeu, comme dans le cas des mouvements d'opposition à l'extractivisme. Différents travaux sur la transnationalisation de l'action collective [Tarrow, 2000; Siméant, 2009] démontrent que le recours à l'arène internationale est souvent lié à des stratégies de captation de ressources matérielles et symboliques [Tilly, 2004]. Les alliances écologico-autochtones en Équateur [Fontaine, 2008] et dans le reste de l'Amérique latine [Dumoulin Kervran, 2003] n'empêchent pas que le mouvement environnementaliste et le mouvement autochtone poursuivent des objectifs divergents et qu'ils mènent des stratégies différentes selon les échelles d'action.

7. Yasuni ITT a été une proposition gouvernementale faite en 2007 de ne pas extraire le pétrole d'un parc national en échange de subventions internationales de 3,6 milliards de dollars. Rafael Correa a finalement annoncé en 2013 l'échec des négociations internationales et le commencement des activités extractives dans la région du Yasuni.

Donc, la problématique environnementale a été au centre de deux courants de la littérature : une partie concentrée sur l'action publique des gouvernements progressistes de la vague des années 2000 et leurs ambivalences, une autre partie sur la sociologie des mobilisations et l'articulation entre les échelles. Cet article tentera de lier ces deux sous-champs de la sociologie politique pour comprendre les configurations d'acteurs qui se créent autour de la question environnementale en Équateur. En outre, cette approche sociologique espère pouvoir permettre de prendre du recul sur la « *decada ganada* »⁸, ou la « *decada desperdiciada* »⁹ [Acosta, 2018], sur la politique de Rafael Correa au cours de ses trois mandats présidentiels et sur les symboles qu'il a construit autour de lui ou de l'Équateur entre 2006 et 2016. Les discours et la politique menés par l'ancien président ont eu tendance à polariser et monopoliser les débats scientifiques et politiques autour de la question environnementale en Équateur et à faire perdre de vue, à ce sujet, d'autres acteurs et d'autres niveaux d'action. Nous tenterons de ne pas justifier ou disqualifier des contradictions politiques ou intellectuelles mais simplement d'observer les alliances et les stratégies. Cette perspective cherche ainsi à porter un regard renouvelé sur la conjoncture politique équatorienne entre 2006 et 2016.

Observer les interactions entre l'administration de Rafael Correa et les organisations de mouvement autochtone et environnementaliste, les trois piliers à l'origine du projet corréiste et qui l'ont porté au pouvoir, et ce à différents moments chronologiques et dans différentes arènes, permet de comprendre des stratégies paraissant contradictoires. En effet, nous verrons d'abord comment la question environnementale saisie par la *Revolución Ciudadana*¹⁰ permet de mettre en lumière un premier moment où les stratégies internationales et nationales convergent. On peut distinguer un « moment de grâce » où les organisations environnementalistes et autochtones des différentes arènes et des différents secteurs s'unissent autour du projet post-développementaliste et écologiste de Rafael Correa, chacun pour des raisons différentes et des intérêts divergents. Cela permet un moment de confluence exceptionnel des systèmes d'alliances. Ce moment est vite suivi, dès 2008, d'un deuxième temps où les enjeux associés à chacune des arènes divergent et où par conséquent les stratégies et les systèmes d'alliances sont alors profondément modifiés. Les alliés deviennent opposants dans l'arène nationale mais continuent de nourrir la même rhétorique et alliance

8. Rafael Correa a été au pouvoir entre 2006 et 2016. L'ensemble de ses mandats a été surnommé par ses partisans « *la década ganada* » (« la décennie gagnée ») pour faire référence aux acquis sociaux obtenus durant cette période.

9. Alberto Acosta, soutien de Rafael Correa entre 2006 et 2008 a été président de l'Assemblée constituante pour ensuite rejoindre les rangs de l'opposition dès 2008. Son livre, la « *decada desperdiciada* » (« la décennie gâchée ») prend le contre-pied du surnom mélioratif des partisans de la révolution citoyenne, « *la década ganada* » (« la décennie gagnée »).

10. *Revolución Ciudadana* (révolution citoyenne) est le nom du mouvement politique de Rafael Correa et de son parti *Alianza País*.



dans l'arène internationale. Les alliances et stratégies peuvent alors paraître antinomiques mais n'attestent finalement que la difficile jonction entre deux arènes aux enjeux bien distincts. Nous analyserons dans un troisième temps comment les acteurs du mouvement environnementaliste et autochtone gèrent ces transformations de systèmes d'alliance, pris dans des stratégies difficilement conciliables. Nous verrons effectivement que les stratégies de l'arène internationale ont des effets ambivalents témoignant de rapports de force inégaux dans l'arène nationale bien que les enjeux y soient différents.

Encadré méthodologique

Cet article est issu d'observations ethnographiques réalisées en Équateur entre juin et décembre 2015. C'est dans la capitale, Quito, que la majorité des entretiens a été menée, notamment avec des employés d'organismes de coopération internationale et d'ONG, certaines puissantes comme CI (*Conservation International*), Care ou TNC (*The Nature Conservancy*), d'autres de plus petite taille comme la française AVSF (Agriculteurs et vétérinaires sans frontière) ou l'équatorienne FFLA (*Fundación Futuro Latinoamericano*). Pour compléter ce panorama à niveau national, deux courts séjours d'enquête ont été menés, l'un dans la ville andine d'Ambato pour y observer la mise en œuvre d'un projet de développement d'une ONG italienne, Acra, et un autre dans la ville amazonienne de Tena pour y suivre un *leader* autochtone. L'enjeu des entretiens et des observations était de mettre en lumière les configurations qui se mettent en place, c'est-à-dire à quel moment et dans quel contexte les acteurs du secteur public équatorien, de la coopération internationale et des organisations autochtones se croisent, s'allient ou s'opposent quant à la définition et la mise en œuvre de la protection de l'environnement. Ces données d'entretiens ont été complétées, d'une part, par la littérature grise des ONG, comme les rapports ou les évaluations de projet, d'autre part, par une analyse approfondie des différents textes de loi équatoriens (décrets, lois, Constitution) et des différentes données produites par les institutions équatoriennes, en particulier le MAE (*Ministerio del Ambiente*) et la Seteci (*Secretaría técnica de la cooperación internacional*). Enfin, pour analyser les articulations avec l'arène internationale, une revue de la presse française sur l'Équateur a été une riche base de données pour comprendre comment, loin de l'Équateur, l'arène internationale percevait et recevait les actions et discours du président *Correa* mais aussi ceux des coalitions d'organisations environnementalistes et autochtones.

Une confluence des stratégies internationales et nationales de courte durée : les interactions entre l'administration de Rafael Correa et la coopération internationale

Rafael Correa après son élection s'est posé comme représentant d'une gauche latino-américaine d'un nouveau genre en proposant de concilier les engagements habituels des gauches (en termes de redistribution des richesses et de services publics pour tous) à des propositions dans les domaines de l'environnement et des populations autochtones. Il a d'ailleurs déclaré que «la région ne vit pas une époque de changements, mais un changement d'époque»¹¹ peu après son élection. Dans le contexte international où ces thèmes sont particulièrement mobilisateurs, il exprime sa volonté de rompre avec les normes dominantes internationales dont il estime qu'elles reproduisent des dynamiques néocoloniales et imposent un rapport nature/société de type ultralibéral. Il a par exemple mis en valeur sa politique de *Buen Vivir*, à la croisée de la pensée post-développementaliste, décoloniale et écologiste [Escobar, 2010] ou encore la Constitution équatorienne de Montecristi votée en 2008 qui donne personnalité juridique à la nature, reconnaît la plurinationalité dans son premier article et pose les bases d'une décentralisation poussée.

Dans l'arène internationale, ces propositions font l'unanimité auprès des acteurs de la coopération. Les plus radicaux comme les mouvements altermondialistes y voient la possible mise en place d'un système alternatif à celui de la mondialisation libérale. Quant à elle, la coopération internationale institutionnalisée au sein des agences de l'ONU ou de puissantes ONG conservationnistes encourage des tentatives de réformes plus vertes. Cet extrait d'entretien avec le directeur technique de CI Ecuador (*Conservation International*) en témoigne :

«La nouvelle Constitution a été très intéressante en termes de conservation : elle reconnaît les droits de la nature, ce qui est un pas intéressant en ce qui concerne la conceptualisation des ressources naturelles. Nous sommes en train d'apprendre à mettre cela en pratique¹².»

Pour le chef de l'État, c'est une ressource de légitimation que lui donnent ces différents acteurs internationaux. De 2006 à 2013, dans l'arène internationale, tous les acteurs de la coopération, pourtant nombreux et hétérogènes ont fait de Rafael Correa un défenseur de la protection de la nature. La référence

11. *El Diario*, «Sudamerica vive época de cambio» [consulté le 4 septembre 2018], le 9 décembre 2006. Disponible sur : <http://www.eldiario.ec/noticias-manabi-ecuador/17736-correa-sudamerica-vive-epoca-de-cambio/>

12. Entretien avec le directeur technique de CI Ecuador (*Conservation International*), le 18 décembre 2015.



environnementaliste est alors devenue, pour lui, une ressource pour la captation de capitaux. La scène internationale, sur la question environnementale, devient un espace consensuel où des acteurs idéologiquement opposés s'accordent et s'allient.

Mais l'enjeu environnemental n'est pas seulement une ressource, c'est une catégorie d'action encore en construction. Dès lors, il s'agit d'un espace de relations de pouvoir où des luttes se déploient pour la définition de ce que doit être la protection de l'environnement et des normes y étant associées. Le caractère conflictuel des relations entre acteurs sur cet enjeu apparaît clairement si l'on observe les configurations entre autorités publiques et coopération internationale au sein de l'espace national équatorien. Un incident diplomatique intervenu en 2014 montre bien les logiques de ce passage d'une arène internationale consensuelle à un niveau national conflictuel. La coopération bilatérale entre l'Allemagne et l'Équateur est historiquement importante¹³. C'est ainsi que des parlementaires allemands proposaient une aide de sept millions d'euros pour défendre l'initiative de Yasuni ITT et avaient prévu une visite officielle dans le parc en décembre 2014. Or, à cette date, l'engagement de ne pas exploiter le pétrole du parc naturel contre des financements internationaux était déjà largement remis en question. Rafael Correa a refusé la visite des députés allemands, ce qui provoqua un grave incident diplomatique et mit un frein considérable à cette coopération bilatérale¹⁴. Le coordinateur d'une ONG allemande, Johanniter, raconte la réaction de Correa :

«Le gouvernement, ou plutôt la présidence de la République a refusé. Il explique qu'ils n'avaient pas été invités et qu'ils n'allaient pas être autorisés à entrer dans le pays. Correa dit qu'il allait leur rendre leurs sept millions d'euros et leur donner sept millions de plus pour que les parlementaires allemands prennent tous un cours de droit international! [rires]¹⁵»

Le refus de la présidence équatorienne a été en partie motivé par la volonté des parlementaires de rencontrer des groupes de défense du parc, ouvertement en opposition au gouvernement, depuis le retournement de sa proposition. Or, il s'agit des mêmes organisations environnementalistes avec lesquelles Correa s'était allié dans l'arène internationale pour construire son image de défenseur de la nature. Par conséquent, le président écologiste et proche du mouvement environnementaliste alternatif dans l'arène internationale, une fois pris dans

13. Seteci, «Mapa interactivo de la Cooperación Internacional» [consulté le 6 mai 2016]. Disponible sur : <http://ap.seteci.gob.ec/mapa/>

14. *El Comercio*, «Ecuador veta el viaje de diputados alemanes» [consulté le 6 mai 2016], le 4 décembre 2014. Disponible sur : <http://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador-veta-viaje-diputados-alemanes.html>

15. Entretien avec un coordinateur de projet pour Johanniter, 30 novembre 2015.

la pratique du pouvoir au niveau national a rompu avec ce dernier qui a alors rejoint l'opposition politique. Ainsi voit-on bien deux stratégies distinctes selon les arènes où elles sont développées : d'une part, s'allier aux différents courants des acteurs de la coopération internationale et du mouvement environnementaliste dans l'arène internationale afin de capter des ressources et des capitaux politiques, financiers et symboliques, d'autre part, rompre cette alliance au niveau national, dans le cadre d'une stratégie répondant à d'autres objectifs, notamment celle de la relance de l'économie par l'appui aux politiques extractivistes. Les positions du président, qui pouvaient sembler contradictoires, sont alors dépassées si l'on comprend qu'il s'agit de différentes stratégies n'ayant pas les mêmes objectifs, chaque stratégie répondant à une logique propre au niveau où elle est développée.

Un autre exemple de l'ambivalence entre ces deux stratégies difficilement conciliables est celui du décret 16¹⁶, bien connu des ONG travaillant en Équateur, mais moins des alliés de l'exécutif dans l'arène internationale ; exemple qui atteste de l'instabilité des alliances entre le secteur de la coopération internationale et l'exécutif équatorien. Le 20 juin 2013, ce décret présidentiel a été publié pour encadrer l'action de la coopération internationale sur le territoire national. Il a interdit aux ONG de « faire de la politique ». À la suite de sa publication, de nombreuses ONG internationales ont été dissoutes¹⁷, comme la fondation équatorienne Pachamama, ouvertement en opposition au gouvernement depuis la fermeture du projet Yasuni ITT¹⁸. Cela fait dire à un biologiste qui travaille en Équateur pour une organisation latino-américaine : « Les organisations sont un peu sous le régime de la terreur avec ce qu'il s'est passé avec Pachamama »¹⁹. Lorsqu'il s'agit d'ONG étrangères, cette politique est en accord avec la rhétorique anti-impérialiste du gouvernement. Lorsqu'il s'agit d'ONG nationales, c'est plus ambivalent puisque l'on peut aussi y voir une manière de réprimer l'opposition nationale afin de lui retirer des ressources.

De même, le *Buen Vivir*, comme concept anticapitaliste, anti-impérialiste et écologiste dans l'arène internationale devient un projet politique qui renoue, au niveau national, avec une tradition extractiviste, néocoloniale et développementaliste. Le coordinateur et chef de projet de l'ONG française AVSF (Agronomes

16. Presidencia de la Republica del Ecuador, « Décret 16 » [consulté le 1^{er} avril 2016], 2013, p. 15. Disponible sur : <http://www.oas.org>

17. *La República*, « Sale Oxfam. Usaid se queda. Gobierno expulsa 26 ONGs extranjeras » [consulté le 8 mai 2016]. Disponible sur : <http://www.larepublica.ec/blog/politica/2012/09/05/gobierno-revoca-permiso-de-operacion-a-26-ong-extranjeras/>

18. *El Universo*, « El presidente Rafael Correa defiende clausura de la fundación Pachamama » [consulté le 7 avril 2016], 7 décembre 2013, <http://www.eluniverso.com/noticias/2013/12/07/nota/1884456/presidente-rafael-correa-defiende-clausura-fundacion-pachamama>

19. Entretien avec un coordinateur de projet pour la FFLA (*Fundación Futuro Latino-Americano*), 19 janvier 2016.



et vétérinaires sans frontières) a perçu de façon très nette le décalage entre les stratégies internationale et nationale de gouvernement :

«Là ces dernières années, ils ont réussi à transformer le “*Buen Vivir*” en “*Bien Estar*”. Ça veut dire des services de base, mais aussi une voiture, une télé, sur un mode de consommation totalement occidental et non durable.²⁰»

Ce sont donc des stratégies multi-niveaux qui sont à l'œuvre : anti-impérialisme, anticapitalisme, décolonialisme, environnementalisme dans l'arène internationale, modèle développementaliste d'une gauche radicale plus traditionnelle au niveau national. Il ne s'agit pas de contradictions de la part du président mais bien de stratégies rationnelles. Pour lui, utiliser la problématique environnementale permet d'accéder à des ressources contrôlées par certains acteurs de la scène internationale, alliance qui devient inefficace au niveau national et n'est donc pas poursuivie. Dans un premier temps, les stratégies de légitimation et les alliances qui en découlaient convergeaient au niveau international et national. Mais la rupture apparaît rapidement lorsque les stratégies dans l'arène internationale sont mises en place dans l'arène nationale, rattrapées par des enjeux différents. Les coalitions d'alliances qui étaient auparavant les mêmes au niveau international et national deviennent obsolètes et éclatent. Le changement des alliances au niveau national finit par avoir une influence sur les alliances de l'arène internationale.

La disjonction des deux arènes toujours plus manifeste : les interactions entre l'administration de Rafael Correa et le mouvement autochtone

Dans ses interactions avec le mouvement autochtone, Rafael Correa déploie aussi des stratégies qui varient selon les niveaux. Ces variations répondent à une rationalité stratégique claire, puisqu'elles s'inscrivent dans des processus de légitimation et poursuivent des intérêts distincts selon les arènes. Bien qu'elles s'opposent, ces stratégies ont cependant une cohérence. Elles n'en brouillent pas moins les positions.

Le *leader* de la révolution citoyenne s'est fait porte-parole du mouvement autochtone dans l'arène internationale, où il s'est donc allié aux luttes territoriales et environnementales des peuples autochtones. La déclaration de Cochambaba co-signée en 2010 par Rafael Correa et certaines organisations autochtones énonce ainsi que :

«Nous proposons aux peuples du monde de récupérer, de revaloriser et de renforcer les connaissances, les savoirs, et les pratiques ancestrales des peuples indigènes,

20. Entretien avec un coordinateur de la région andine de AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières), le 1^{er} décembre 2015.

affirmés dans l'expérience et la proposition du "vivre bien", en reconnaissant la Terre-Mère comme un être vivant, avec lequel nous avons une relation indivisible, interdépendante, complémentaire et spirituelle²¹.»

Le mouvement autochtone équatorien utilise également l'arène internationale et la référence environnementaliste pour y déployer des stratégies de captation de ressources. Au niveau international, progressivement, le mouvement autochtone se pose en symbole des luttes environnementales pour défendre les droits collectifs comme «le droit à la terre et aux territoires ancestraux, le droit au patrimoine et à la propriété intellectuelle en rapport avec la protection de la diversité biologique, la protection de l'intégrité et de la diversité culturelle» [Bellier, 2006, p. 107]. Alors qu'il devient stratégique pour les *leaders* des organisations autochtones de mettre en avant la défense des droits de la nature, d'autres revendications sont mises de côté sur la scène internationale. C'est le cas des luttes paysannes ou des revendications socio-économiques, puisque «le label identitaire est beaucoup plus payant que celui de paysan» [Dumoulin Kervran, 2004, p. 108]. Tant pour les autorités publiques équatoriennes que pour les organisations autochtones, l'environnement entre donc dans l'arène internationale dans des jeux de captation de ressources et de légitimation de leur action au niveau national.

L'alliance entre organisations autochtones et exécutif équatorien qui peut s'observer sur la scène internationale a été également présente au niveau national, au cours du premier mandat présidentiel. Mais, tout comme les configurations entre acteurs de la coopération internationale et autorités publiques, il apparaît que ces configurations sont devenues conflictuelles au niveau national.

Le mouvement autochtone équatorien est un acteur politique central composé d'un grand nombre d'organisations qui se sont développées depuis les années 1970. C'est un réseau complexe d'organisations aux niveaux national (la Conaie et la Fenocin étant les deux principales); régional (Ecuvarunari pour la partie andine du pays, Confenaie pour les régions amazoniennes); local (Unorcac et Fici dans la même région andine, par exemple)²². Ce réseau puissant, présent à tous les niveaux de l'État, oscille entre revendications identitaires et culturelles, d'une part, et socio-économiques d'autre part [Massal, 2005]. Dans un premier temps, au niveau national, certaines organisations autochtones, notamment la Conaie et son bras électoral, le parti politique Pachakutik, ont été des alliés

21. Déclaration du sommet des peuples Cochabamba 2010 [consulté le 6 mai 2016], disponible sur : <http://www.enlazandoalternativas.org/>

22. Conaie : *Confederación de las Nacionalidades de los Indígenas del Ecuador*
Fenocin : *Federación Nacional de Organizaciones Campesinas, Indígenas y Negras*
Ecuvarunari : *Ecuador Runacunapac Richarimi*, Éveil des Indiens équatoriens en Kichwa
Confenaie : *Confederación Nacional de los Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana*
Unorcac : *Unión de Organizaciones Campesinas de Cotacachi*
Fici : *Federación Indígenas y Campesina de Imbabura*.



puissants de Rafael Correa qui l'ont porté au pouvoir en 2006. Ils lui ont apporté leur soutien et ont participé à l'Assemblée constituante qui a fait naître la constitution de 2008, où la plurinationalité ainsi qu'une décentralisation poussée sont esquissées. Les diverses organisations autochtones ont donc convergé pour s'allier au projet politique de Rafael Correa.

Ensuite, dans la pratique gouvernementale et dans la mise en place de la plurinationalité et de la décentralisation, pourtant construites conjointement avec les organisations autochtones, les interactions entre secteur public et certaines organisations autochtones se font plus conflictuelles, ce que nous verrons. Ce sont les articles 238 et 239 qui posent les bases de la décentralisation ainsi qu'une loi organique, le Code organique d'organisation territoriale, autonomie, décentralisation²³ et ouvrent la possibilité de créer des territoires autochtones autonomes; possibilité pourtant largement remise en cause par la complexité des procédures administratives. La poursuite de l'extractivisme et le manque d'outils institutionnels pour mettre en œuvre la décentralisation et la plurinationalité [Massal, 2013] remettent en cause l'alliance faite au niveau international et national dans un premier temps.

Par conséquent, au niveau national, ce sont des divisions que l'on voit apparaître entre les organisations autochtones. La Conaie est la plus grande organisation autochtone équatorienne nationale et a réussi le coup de force dans l'histoire des mouvements autochtones d'unir les organisations régionales des Andes, de l'Amazonie et de la côte. Cette organisation s'est divisée dès 2008: un premier courant a fait le choix de continuer à défendre la politique gouvernementale pour pouvoir accéder aux revendications socio-économiques que le projet politique corréiste continue de défendre, tandis qu'un autre est passé à l'opposition, rompant avec le gouvernement, déçu par l'échec de la mise en place du projet post-développementaliste et décolonial originel²⁴.

Dans l'arène internationale, tant pour les organisations autochtones que pour les autorités publiques, l'enjeu environnemental reste cependant un espace où des alliances demeurent nécessaires afin de capter des ressources. Au contraire, au niveau national, la référence environnementale s'inscrit dans des configurations où le mouvement autochtone et les acteurs de la coopération internationale sont insérés dans des relations conflictuelles et se divisent. Les interactions entre mouvement autochtone et administration de Rafael Correa sont un analyseur

23. República del Ecuador, « Código de Organización Territorial, Autonomía, Descentralización » [consulté le 3 avril 2016], 2008, disponible sur: http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2012/09/CODIGO_ORGANIZACION_TERRITORIAL.pdf
República del Ecuador, « Constitución » [consulté le 3 avril 2016], 2008, p. 82, disponible sur: http://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf,

24. C'est également la tension entre institutionnalisation et radicalisation présente dans le mouvement autochtone équatorien et théorisé notamment par Guillaume Fontaine qui est mise en lumière ici. Cf. Fontaine [2008, p. 42].

pertinent des transformations des systèmes d'alliances. Elles montrent que les acteurs peuvent s'allier dans l'arène internationale et s'opposer dans l'arène nationale après avoir connu un moment d'alliance dans les deux arènes. L'évolution des enjeux au niveau national permet tout de même de poursuivre les mêmes stratégies au niveau international: cela atteste de la disjonction manifeste entre les deux arènes. Une alliance de façade est maintenue autour du projet écologiste et défenseur des droits des populations autochtones dans l'arène internationale, alors que gouvernement de Rafael Correa et organisations autochtones deviennent opposants dans le jeu politique national.

Arène internationale et nationale : vases communicants malgré eux ? Les interactions entre mouvement autochtone et coopération internationale

Afin de dénouer l'imbroglio d'intérêts et de positions qui s'opposent autour de la question environnementale en Équateur, il convient de porter le regard sur les interactions entre les organisations autochtones et les agents de la coopération internationale. L'enjeu écologique est omniprésent chez les acteurs du développement. Les agents de la coopération internationale regroupent les agences bilatérales de développement (comme l'allemande GIZ, *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*), les agences de l'ONU, les banques de développement. La coopération comprend également les ONG internationales puissantes comme Care ou TNC (*The Nature Conservancy*) et son projet Icaa (*Iniciativa para la Conservación en la Amazonia Andina* notamment) ainsi que les ONG nationales comme Acción Ecológica qui se définit comme « un groupe d'écologistes radicaux, promoteurs d'une société soutenable »²⁵. Tous mettent la question environnementale au centre de leurs discours et de leurs stratégies. C'est par exemple à travers des départements de plaidoyers spécialisés sur cet enjeu au niveau international auprès des organisations internationales ou au niveau national auprès des administrations publiques, mais également par la mise en œuvre de projets de développement que les agents de la coopération placent au cœur de leur action la problématique environnementale. Et ce, malgré l'hétérogénéité de leurs positions, de leurs idéologies et de leurs discours.

Le mouvement autochtone, dans l'arène internationale, comme l'avait fait Rafael Correa, s'allie avec des acteurs divers, parfois même opposés idéologiquement. Des organisations autochtones sont présentes au sein des institutions onusiennes mais participent aussi aux contre-sommets des peuples comme celui de Cochabamba déjà évoqué, qui avait été organisé en opposition au sommet

25. *Acción Ecológica*, « Quienes somos. Nuestros principios » [consulté le 12 mai 2017], disponible sur : <http://www.accionecologica.org/iQuienes-somos/nuestros-principios>



de Copenhague de 2009. En effet, différents courants du mouvement environnementaliste ont érigé les peuples autochtones en symbole des luttes environnementales dans les arènes internationales avec des dérives essentialisantes indubitables [Ulloa, 2005]. Par exemple, *TNC Ecuador* titre la page d'accueil de son site internet « *Saving the Amazon and its people* » ; titre accompagné d'une photographie d'un homme âgé orné de peintures traditionnelles Cofán²⁶. Le fait que l'ONG conservacionniste choisisse de reproduire cette association entre protection de l'environnement et peuples autochtones montre comment elle enferme les peuples autochtones dans l'identité qu'elle leur présume et reproduit une image romantisée du « bon sauvage écologique » [Krech, 1999]. C'est une stratégie conçue pour mobiliser des fonds auprès des organisations environnementalistes au niveau international et pour porter la conservation de la nature comme thème central de l'agenda international [Smouts, 2013], malgré le risque, dont ses promoteurs ont conscience, d'enfermer les peuples autochtones dans une identité de bon sauvage.

Le mouvement autochtone joue de cette folklorisation des identités autochtones au niveau international pour capter des ressources à la fois au niveau international et au niveau national. Ainsi la référence environnementale est-elle mobilisée par les organisations autochtones équatoriennes pour appuyer des revendications socio-économiques telles que l'accès à la terre, pierre angulaire de leurs demandes. Le coordinateur de *TNC Ecuador*, puissante ONG conservacionniste étasunienne, insiste sur le fait que revendications territoriales et écologistes sont rapprochées à des fins de légitimation par les organisations autochtones :

« Le postulat que font les ONG conservacionnistes est que les activités... le mode de vie autochtone est plus respectueux de la forêt, de la source d'eau, va protéger la biodiversité. Pour cela, ce sont nos alliés naturels. C'est un discours [le discours conservacionniste] dont les peuples autochtones se sont saisi pour légitimer aux yeux du monde leur lutte territoriale, qui est une lutte qui préexiste à la conservation²⁷. »

À travers ces propos, il reconnaît que la composante environnementale est davantage utilisée comme un moyen pour accéder à d'autres revendications que comme une fin en soi. C'est une ressource dans l'arène internationale. En réalité, les revendications relatives à l'environnement sont mises en avant par les organisations autochtones comme moyen d'accéder à des politiques sociales qui répondent à des besoins économiques urgents, comme l'estime un coordinateur de *Care Ecuador*, qui, avant d'entrer dans cette ONG étasunienne, a également

26. *TNC Ecuador*, « Ecuador: Working with the Cofán People » [consulté le 12 mai 2017], disponible sur : <https://www.nature.org/ourinitiatives/regions/southamerica/ecuador/explore/cofan.xml>

27. Entretien avec un coordinateur de *TNC (The Nature Conservancy) Ecuador* avec les organisations autochtones partenaires, le 4 décembre 2015.

travaillé avec des organisations autochtones comme technicien sur des projets de développement :

«La partie environnementale fait partie des luttes des camarades autochtones, elle est claire, mais ce n'est pas une priorité. Ils veulent améliorer l'accès aux services basiques, à l'emploi, augmenter la productivité de leurs cultures. Là sont les priorités.²⁸»

Le personnel des ONG travaillant en Équateur sur les projets de développement n'est donc pas dupe du discours essentialisant efficace au niveau international. Les paroles de ce chef de projet de Care relèvent d'une compréhension de la réalité et des enjeux sans doute plus proches de celle de ses partenaires locaux, autochtones ou fonctionnaires, que des identités naturalisées qui sont mobilisées par le siège depuis les États-Unis.

Malgré tout, le financement des projets est largement conditionné par le respect d'un certain nombre de critères normatifs et montre que, bien que les dynamiques de chaque niveau soient différentes, ils restent imbriqués. En effet, la logique de financement impose aux agents de définir des priorités en accord avec celles des bailleurs internationaux, et notamment d'introduire le développement durable dans chacun de leurs projets. Donc, c'est une coopération de plus en plus technique et encadrée, dépolitisée et financiarisée qui découle de ce modèle même si les employés des ONG tentent de trouver des marges de manœuvre à ce cadre strict, comme l'explique le coordinateur de AVSF, non sans ironie : « Nous connaissons les objectifs du bailleur et nous essayons de coller notre discours au plus proche. C'est un art!²⁹ » Les bailleurs, en conditionnant leur financement à l'application de certains codes normatifs, amènent le personnel de ces ONG à promouvoir un certain type d'action et d'organisation auprès de leurs partenaires locaux. Tout comme au niveau national, la coopération internationale promeut des politiques publiques axées sur la conservation stricte et amène à l'homogénéisation des politiques publiques relatives à la protection de l'environnement [Dumoulin Kervran, 2005]. Au niveau local, cette coopération internationale promeut un certain type d'organisation sociale qui se conforme aux principes dominants de la conservation, eux-mêmes cohérents avec les normes techniques définies au niveau international ; normes qui font pourtant l'objet de conflits et divisions sur le terrain. L'ensemble confère un sens éminemment politique aux processus bureaucratiques [Giuvalucchi et Olivier de Sardan, 2009]. Ces interactions favorisent une homogénéisation des organisations locales, du moins celles qui se conforment aux critères normatifs des bailleurs pour l'accès aux ressources

28. Entretien avec un ancien technicien et chef de projet pour *Care Ecuador*, le 14 décembre 2015.

29. Entretien avec un coordinateur de la région andine de AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières), le 1^{er} décembre 2015.



que leur apporte l'arène internationale. Derrière l'apparence d'horizontalité entre les acteurs, c'est en réalité un schéma de coopération particulièrement vertical qui est consolidé. En mettant la référence environnementale au centre des stratégies et des discours et en l'associant à un espace consensuel, dénué de hiérarchies et de conflits, les agents de la coopération internationale promeuvent la protection de la nature plutôt qu'une lutte contre les inégalités sociales et politiques. Encore une fois, les interactions entre coopération internationale et mouvement autochtone montrent comment s'articulent les stratégies différentes selon les niveaux où elles sont développées mais qui n'en sont pas pour le moins ambivalentes. Il y a beau avoir une disjonction manifeste entre les stratégies de l'arène internationale et de la nationale, ainsi que des transformations dans le système d'alliance, il n'en reste pas moins que les stratégies internationales ont des effets dans l'arène nationale en Équateur.

Conclusion

Les revirements de Rafael Correa sur les enjeux de la protection de l'environnement ne sont donc pas contradictoires. C'est en comprenant que ce sont des stratégies aux objectifs différents développées dans des arènes distinctes qu'on peut expliquer ce qui peut paraître, au premier regard, comme un paradoxe initial des comportements de l'ancien président équatorien.

L'enjeu environnemental sur la scène internationale est une ressource puissante pour les autorités publiques comme pour les organisations de mouvement social, autochtones ou environnementalistes. Chacun développe dans cette arène des alliances stratégiques dans une perspective de captation de ressources symboliques, financières et politiques, dans un cadre où les divergences idéologiques et normatives sont gommées. En revanche, au niveau national, l'environnement est un espace en construction, de relations de pouvoir pour la définition de ce que doit être la protection de l'environnement et où les relations se font alors plus conflictuelles. La légitimité qu'a donnée l'enjeu environnemental dans l'arène internationale à l'ancien président a eu pour effet d'invisibiliser des stratégies nationales d'un autre ordre, qu'il s'agisse de retournements d'alliances ou de stratégies de répression ou de division des mouvements sociaux, environnementaliste ou autochtone.

Alors que, depuis 2008, les organisations autochtones et environnementalistes ont été son opposition politique en Équateur, Rafael Correa a continué, au moins jusqu'en 2015 à entretenir son image de *leader* écologiste radical sur la scène internationale. Son discours à la tribune de la COP21 à Paris où il a proposé de créer un tribunal pénal international pour juger les crimes contre la nature le montre. Les stratégies de légitimation dans les deux arènes peuvent donc être complètement opposées tout en étant poursuivies, ce qui atteste du

fait que les arènes sont des espaces aux registres de légitimité distincts. Après un court moment d'exception où les stratégies internationales et nationales ont pu confluer entre acteurs, les recompositions d'alliances au niveau national sont rapides. La disjonction entre les deux arènes ne peut être indéfinie, puisque les effets des stratégies nationales et internationales finissent par dépasser leur arène d'origine comme nous avons pu le voir dans la dernière partie de cet article.

BIBLIOGRAPHIE

- **ACOSTA Alberto**, 2011, « Extractivismo o Neextractivismo: dos caras de la misma maldición », *Más allá del Desarrollo*, n° 23, p. 83-118.
- **BEBBINGTON Anthony**, 2007, « Los movimientos sociales frente a la minería: disputando el desarrollo territorial andino », in **José BENGÓA**, *Territorios rurales: movimientos sociales y desarrollo territorial rural en América Latina*, Santiago du Chili, Catalonia, p. 1-35.
- **BELLIER Irène**, 2006, « Identité globalisée et droits collectifs : les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », *Autrepart*, n° 38, p. 99-118.
- **COMBES Héléne**, 2006, « Gauches du possible, gauche de l'impossible ? », *Vacarme*, n° 35, p. 16-20.
- **DUMOULIN KERVRAN David**, 2005, « Les politiques de conservation de la nature en Amérique latine : au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », *Revista de la Cepal*, sélection d'articles 1995-2004, p. 71-86.
- **DUMOULIN KERVRAN David**, 2004, « Transformations des solidarités transnationales : des réseaux militants aux champs globalisés. Le cas de la défense des peuples autochtones », in **Guillaume DEVIN**, *Les Solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, p. 103-112.
- **DUMOULIN KERVRAN David**, 2003, « Les politiques de conservation de la nature confrontées aux politiques du renouveau indien : une étude transnationale depuis le Mexique », thèse de doctorat en science politique, Paris, Sciences-Po.
- **ESCOBAR Arturo**, 2010, « América latina en una encrucijada: modernizaciones alternativas, posliberalismo o Posdesarrollo ? », in **Victor BRETON**, *Saturno devora a sus hijos: miradas críticas sobre el desarrollo y sus promesas*, Barcelone, Icaria Editorial, p. 33-85.
- **ESCOBAR Arturo**, 1994, « El desarrollo sostenible: diálogo de discursos », *Revista Foro*, n° 23, p. 98-111.
- **FREIDENBERG Flavia**, 2008, « Populisme religieux et ingouvernabilité en Équateur », in **Olivier DABÈNE**, *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences-Po « Académique », p. 215-236.
- **FONTAINE Guillaume**, 2009, « Las políticas energéticas de cara al desarrollo sostenible en Perú y Ecuador », *América Latina Hoy*, n° 53, p. 103-126.
- **FONTAINE Guillaume**, 2008, « Le mouvement écologiste contre l'exploitation des hydrocarbures en Équateur », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70, p. 41-60.
- **GIOVALUCCHI François et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre**, 2009, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers-Monde*, n° 198, p. 383-406.
- **GONZALES ESPINOSA Ana Carolina**,



- 2012, «La gauche et la continuité extractiviste : Bolivie, Équateur, Venezuela», in **Olivier DABÈNE**, *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 335-365.
- **GUDYNAS Eduardo**, 2010, «Ecología política del progresismo sudamericano: los límites del progreso y la renovación verde de la izquierda», *Sin Permiso*, n° 8, p. 147-167.
 - **GUDYNAS Eduardo**, 2011, «Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina: un breve guía heterodoxa», in **Miriam LANG** et **Dunia MOKRANI**, *Mas allá del Desarrollo: grupo permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg/Abya Yala, p. 21-56.
 - **GUDYNAS Eduardo**, 2009, *El Mandato Ecológico Derechos de la Naturaleza y políticas ambientales en nueva constitución*, Quito, Abya Yala.
 - **KECK Margaret** et **SIKKINK Kathryn**, 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, New York, Cornell University Press.
 - **KRECH Shepard**, 1999, *The Ecological Indian*, New York, Norton & Co.
 - **LACROIX Laurent**, 2013, «Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'État plurinational en Bolivie et en Équateur», *Belgeo*, n° 3, p. 1-14.
 - **LACUISSE Marie-Esther**, 2012, «Équateur : la révolution citoyenne des institutions pour le peuple à la personification du pouvoir», in **Olivier DABÈNE**, *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 145-173.
 - **MASSAL Julie**, 2013, «L'incertaine construction de l'État plurinational et de la démocratie participative en Équateur : aléas et résistances», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, p. 117-138.
 - **MASSAL Julie**, 2005, *Les Mouvements indiens en Équateur : mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala.
 - **OSPINA Pablo**, 2013, «Estamos haciendo mejor las cosas con el mismo modelo antes que cambiarlo: la Revolución Ciudadana en Ecuador (2007-2012)», in **Carlos ARZE**, **Javier GOMEZ**, **Pablo OSPINA** et **Victor ALVAREZ**, *Promesas en su laberinto: cambios y continuidades en los gobiernos progresistas de América Latina*, La Paz, IEE/Cedla/CIM, p. 177-279.
 - **POUPEAU Franck**, 2013, «La Bolivie : entre Pachamama et modèle extractiviste», *Écologie et Politique*, n° 46, p. 109-119.
 - **RECASENS Andreu Viola**, 2013, «Discursos "pachamamistas" versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kasway* en los Andes», *Iconos*, n° 48, p. 55-72.
 - **SIMEANT Johanna**, 2009, «Transnationalisation/ Internationalisation», in **Olivier FILLIEULE**, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 554-564.
 - **SMOUTS Marie-Claude**, 2013, *Forêts tropicales, jungle internationale*, Paris, Presses de Sciences-Po.
 - **SMOUTS Marie-Claude**, 1998, *Les Nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences-Po.
 - **SVAMPA Maristella**, 2012, «Néo- "développementalisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine», *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, p. 101-127.
 - **TARROW Sidney**, «La contestation transnationale», *Cultures et Conflits*, n° 38, 2000, p. 1-21.
 - **TILLY Charles**, 2004, *Social Movements 1768-2004*, Boulder, Paradigm Publishers.
 - **ULLOA Astrid**, 2005, «Las representaciones sobre los indígenas en los discursos ambientales y de desarrollo sostenible», in **Daniel MATO**, *Políticas de economía, ambiente*

y sociedad en tiempos de globalización, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 89-110.

• VANHULST Julien et BELING Adrian, 2013, « Buen Vivir et développement durable : rupture ou continuité ? », *Écologie et Politique*, n° 46, p. 41-54.

RÉSUMÉ

AMIS À L'ONU, ENNEMIS POLITIQUES EN ÉQUATEUR : LES STRATÉGIES D'ALLIANCES AU PRISME DE LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE (2006-2016)

Au cours de ses trois mandats présidentiels entre 2006 et 2016, Rafael Correa a mis la problématique environnementale au centre de son projet politique en s'alliant avec le mouvement autochtone et le mouvement environnementaliste. Il a permis notamment la constitutionnalisation du *Buen Vivir* et des droits de la nature. Malgré tout, selon les niveaux d'action et les alliances créés, des tensions, des ruptures, des conflits apparaissent. Cet article s'intéresse donc aux différentes configurations d'acteurs autour de la problématique environnementale pour expliquer les différences de positions, voire les positions contradictoires, en fonction des interlocuteurs et des niveaux.

RESUMEN

AMIGOS EN LA ONU, ENEMIGOS POLITICOS EN EL ECUADOR: ESTRATEGÍAS DE ALIANZAS VISTAS DESDE LA CUESTIÓN AMBIENTAL (2006-2016)

A lo largo de sus tres mandatos presidenciales, entre 2006 y 2016, Rafael Correa puso la cuestión ambiental al centro de su proyecto político, aliándose tanto con el movimiento indígena como con el movimiento ambientalista, constitucionalizando el Buen Vivir y los derechos de la naturaleza. A pesar de eso, según los niveles de acción y las alianzas creadas, tensiones, rupturas y conflictos aparecen. Este artículo trata entonces de las diferentes configuraciones de actores en cuanto a la cuestión ambiental para explicar las diferencias de posiciones, e incluso las posiciones contradictorias, en función de los interlocutores y de los niveles de acción.

ABSTRACT

FRIENDS IN THE UN, POLITICAL OPPONENTS IN ECUADOR: ALLIANCE STRATEGIES STUDIED FROM THE ENVIRONMENTAL ISSUE (2006-2016)

Through Rafael Correa's three presidential mandates, between 2006 and 2016, he brought the environmental issue into the core of its political project by allying with the indigenous and environmental movements. For instance, he constitutionalized the *Buen Vivir* and nature's rights. Despite this, depending on the levels of action and alliances, tensions, ruptures, conflicts emerge. This article will focus on the different actors' configurations on the environmental issue in order to highlight the differences of positions, even the contradictory ones, depending on the interlocutors and levels of action.

Texte reçu le 13 septembre 2018, accepté le 18 octobre 2019.

MOTS-CLÉS

- Équateur
- environnement
- coopération internationale

PALABRAS CLAVES

- Ecuador
- medio ambiente
- cooperación internacional

KEYWORDS

- Ecuador
- environment
- international cooperation